

JALONS POUR UNE HISTOIRE DE LA NOTION DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

[Franck-Dominique Vivien](#)

De Boeck Supérieur | « Mondes en développement »

2003/1 n° 121 | pages 1 à 21

ISSN 0302-3052

ISBN 2-8041-4301-5

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-mondes-en-developpement-2003-1-page-1.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour De Boeck Supérieur.

© De Boeck Supérieur. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Jalons pour une histoire de la notion de développement durable

Franck-Dominique VIVIEN (*)

La notion de développement durable a fait une entrée remarquée dans le dictionnaire des idées reçues contemporaines. Elle constitue désormais un élément central de la rhétorique des acteurs engagés dans les questions d'environnement et de développement. Avec la récente tenue du Sommet Mondial du Développement Durable de Johannesburg, le grand public n'ignore plus cette expression, qui a été reprise par l'ensemble des commentateurs, allant des journaux économiques à la presse féminine, en passant par les publicités des annonceurs. Au-delà d'un incontestable effet de mode, cette notion est caractérisée par un très grand flou sémantique, qui n'est pas pour rien dans l'abondant usage qui en est fait. Même si une des définitions figurant dans le rapport Brundtland est la plus souvent reprise¹, bien d'autres ont été proposées, suscitant à leur tour de multiples interprétations. La difficulté de traduire l'expression «**sustainable development**», qui n'a pas d'équivalent en français, rajoute encore à la confusion : des distinctions entre les qualificatifs de «**durable**», «**soutenable**», «**viable**» ont été proposées pour s'efforcer d'y voir clair, mais peine perdue tant la diffusion est rapide et la polysémie toujours présente.

Pour tenter de mettre un peu d'ordre dans cette foisonnante littérature, nous nous proposons de revenir sur les origines et les antécédents de l'idée de développement durable, tout en étant bien conscient que, malgré l'existence d'un certain nombre de travaux (Pezzey (1989), Godard (1994), Vivien (2001)) sur cette question, l'histoire de cette notion, forgée au croisement de plusieurs disciplines et traditions intellectuelles, reste encore largement à écrire. Nous allons procéder ici en trois temps. Une première partie nous permettra de replacer la question du développement durable dans le prolongement d'un débat ancien en économie, portant sur l'étude des contradictions engendrées par le processus d'accumulation des richesses. Dans une deuxième partie, nous nous focaliserons sur ce qui peut apparaître comme une des contradictions majeures de cette dynamique accumulative, à savoir la dégradation de

(*) UFR de sciences économiques et de gestion Université de Reims Champagne - Ardenne
franck-do.vivien@worldline.fr
57 bis, rue Pierre Taittinger, F-51096 Reims Cedex

¹ «Le développement soutenable, écrit la Commission mondiale pour l'environnement et le développement (1987:51), est un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs»

l'environnement et l'épuisement des ressources naturelles. Même si elle n'était pas ignorée jusqu'alors, la question environnementale va connaître une acuité toute particulière à partir du début des années 70 et contribuer à une mise en cause du sens et du contenu de la croissance économique. Une troisième partie portera sur la reconnaissance institutionnelle de la convergence des deux problématiques précédentes. A un moment où les théories du développement sont à la recherche d'un second souffle et où le débat sur la croissance prend une nouvelle tournure du fait de sa confrontation à la problématique environnementale, le développement durable va apparaître comme un nouveau mot d'ordre et un nouvel objectif à atteindre.

1. CROISSANCE ET/OU DÉVELOPPEMENT ?

Pour certains théoriciens de la croissance, il en va du développement durable comme de la prose pour Monsieur Jourdain : on en ferait sans le savoir, depuis longtemps déjà. William Nordhaus (1994) explique ainsi que, pour définir un critère de durabilité, il n'y a qu'à se référer à une définition du revenu donnée par John Hicks (1946), un des pères de la microéconomie, et mesurer la quantité de richesses que l'on peut consommer durant une période, sans que l'on s'appauvrisse entre le début et la fin de cette période. Si l'on retient cette proposition, la problématique du développement durable s'enracine dans les interrogations sur les conditions favorables à la création d'un surplus économique et à l'accumulation des richesses sur le long terme. Cette question, presque aussi ancienne que l'économie politique, donne lieu à diverses interprétations que l'on range en orthodoxies ou hétérodoxies, selon que leurs auteurs pensent que, laissée à elle-même, l'économie capitaliste ou de « marché » tend à être en crise ou non. Il n'est pas question de rendre compte ici de l'ensemble de ces théories, notons seulement la permanence dans ce champ d'analyse des thématiques des déséquilibres et contradictions, tant d'un point de vue social qu'environnemental, qu'engendre inévitablement l'accumulation des richesses. D'où l'exigence théorique, déjà ancienne, de devoir concilier croissance économique, dynamiques sociales et contraintes environnementales ; certaines conceptions développées à cette occasion – comme l'idée d'état stationnaire – ont fait un retour remarqué dans le débat contemporain qui entoure la définition du développement durable. Ces analyses des conditions de l'accumulation des richesses vont se complexifier à partir de la seconde moitié du XXe siècle, quand il s'agira de saisir les spécificités des économies du Tiers Monde, et donneront lieu à un débat portant sur la distinction à opérer entre croissance et développement. Nous retrouvons aujourd'hui les termes de cette controverse dans les discussions qui opposent les tenants d'une croissance durable à ceux qui mettent en avant l'idée d'un développement durable.

1.1. Accumulation du capital et croissance économique

Les économistes classiques ont une vision dynamique des sociétés. Selon eux, l'enrichissement des nations est lié à l'accumulation du capital par une certaine partie de la société. S'il est réinvesti, le surplus économique permet un accroissement de la production, grâce notamment à la division du travail et au progrès technique. Bien qu'ils soient parfaitement conscients des tensions qui opposent les différentes classes sociales au sujet de la répartition des richesses ainsi créées, ces auteurs expriment globalement leur confiance dans la régulation marchande pour assurer la poursuite de cette accumulation capitaliste. Toutefois, celle-ci va se trouver bornée à long terme par le jeu du «principe de population» de Malthus (1798). Nourrir une population croissante oblige à mettre en culture des terres de moins en moins fertiles et ces difficultés grandissantes à produire se répercutent sur le prix de vente du blé, qui est un des éléments clefs de la formation des salaires. Ces derniers étant de plus en plus élevés, le taux de profit perçu par les capitalistes va peu à peu diminuer, les incitant de moins en moins à investir, et l'état stationnaire va ainsi succéder à l'état progressif des nations.

Le capitalisme en état stationnaire

Si la perspective de l'état stationnaire n'est guère encourageante pour Smith et Ricardo, il en va autrement pour John Stuart Mill (1848:297) : «J'avoue, écrit-il, que je ne suis pas enchanté de l'idéal de vie que nous présentent ceux qui croient que l'état normal de l'homme est de lutter sans fin pour se tirer d'affaire, que cette mêlée où l'on se foule aux pieds, où l'on se coudoie, où l'on s'écrase, où l'on se marche sur les talons et qui est le type de la société actuelle, au lieu d'être simplement une des phases désagréables du progrès industriel» On trouve chez cet auteur, comme l'a montré Martin O'Connor (1995), ce qui peut être interprété aujourd'hui comme une éthique pouvant servir de base à l'instauration d'un développement durable. Stuart Mill indique ainsi que la non-croissance de la population et du capital n'est pas incompatible avec l'épanouissement de la liberté individuelle et n'implique pas la fin du progrès, qui peut prendre la forme d'une diminution du temps de travail et d'une amélioration de l'art de vivre. «Ce ne sera, écrit-il, que quand, avec de bonnes institutions, l'humanité sera guidée par une judicieuse prévoyance, que les conquêtes faites sur les forces de la nature par l'intelligence et l'énergie des explorateurs scientifiques deviendront la propriété commune de l'espèce et un moyen d'améliorer et d'élever le sort de tous» Il y a là, ainsi que le suggèrent Lahsen Abdelmalki et Patrick Mundler (1997:31), une prise de position qui n'est peut-être pas très éloignée de «l'austérité joyeuse» proposée par des auteurs comme Ivan Illich (1973) ou André Gorz (1988), c'est-à-dire un modèle de société où les besoins et le temps de travail sont réduits, mais où la vie sociale est plus riche, parce que plus conviviale. Quoi qu'il en soit, cette théorie de

l'état stationnaire traduit l'idée qu'en vieillissant, par sa dynamique propre, le capitalisme va peu à peu donner naissance à un type de société dont les valeurs seront plus respectueuses de l'homme et de la nature.

Le capitalisme en crise

Karl Marx va rompre avec cette vision du long terme qui reste optimiste. Selon lui, la baisse tendancielle du taux de profit a des raisons internes à la logique capitaliste. Dès lors, contrairement aux classiques, Marx exclut qu'une économie capitaliste puisse durablement s'installer dans un état stationnaire. Celle-ci est un système nécessairement en crise, qui ne fonctionne qu'en gaspillant des ressources matérielles et humaines. Si cette critique met l'accent sur les contradictions sociales qu'engendre le mode de production capitaliste, on peut aussi y lire en filigrane ce que certains marxistes contemporains, comme James O'Connor (1992), appellent «la seconde contradiction du capitalisme» qui se traduit notamment par l'apparition de problèmes environnementaux. C'est dans le cas de l'agriculture et de la foresterie que ce constat apparaît le plus clairement chez Marx (1867:998) : «chaque progrès de l'agriculture capitaliste, écrit-il, est un progrès non seulement dans l'art d'exploiter le travailleur, mais encore dans l'art de dépouiller le sol; chaque progrès dans l'art d'accroître sa fertilité pour un temps, un progrès dans la ruine de ses sources durables de fertilité. Plus un pays, les Etats-Unis du Nord de l'Amérique, par exemple, se développe sur la base de la grande industrie, plus ce processus de destruction s'accomplit rapidement» La privatisation croissante des moyens de production entre en contradiction flagrante avec l'idée d'une gestion à long terme des richesses de la planète et Marx, plus prudent que ses suivants vis-à-vis de la question du progrès, esquisse l'idée d'une «maîtrise de la maîtrise» de la nature². A partir des années 1860, l'industrie prenant le pas sur l'agriculture, des analyses s'inspirant de la thermodynamique et de la théorie malthusienne amènent nombre d'auteurs libéraux - et non des moindres³ - à reprendre cette image d'une «économie destructrice», caractérisée par la fuite en avant et une vision à court terme, et à s'inquiéter des rythmes d'exploitation de certaines ressources et de la destruction des milieux naturels. Ces préoccupations de «fin du progrès» vont aller croissantes jusqu'à la première

² Cf. les analyses d'A. Schmidt (1993) et de D. Bensaïd (1995). Dans le livre III du *Capital*, Marx écrit : «Du point de vue d'une organisation économique supérieure de la société, le droit de propriété de certains individus sur des parties du globe paraîtra tout aussi absurde que le droit de propriété d'un individu sur son prochain. Une société entière, une nation et même toutes les sociétés contemporaines réunies ne sont pas propriétaires de la terre. Elles n'en sont que les possesseurs, elles n'en ont que la jouissance et doivent la léguer aux générations futures après l'avoir améliorée en *boni patres familias*» Cité par A. Schmidt (1993:13).

³ Voir notamment les œuvres de W.S. Jevons (1865) et de A.-A. Cournot, laquelle a été réévaluée par F. Vatin (1998).

guerre mondiale, d'autres types de problèmes politiques et économiques occuperont alors les esprits pendant quelques décennies.

Avec la grande crise de l'entre-deux guerres, la croyance en une croissance économique auto-entretenu est mise à mal par les analyses de Keynes. L'idée que l'Etat doit obligatoirement mener une politique économique pour stabiliser la croissance fait un retour en force. Contrairement à une idée reçue, Keynes ne se contente pas d'affirmer qu'«à long terme, nous serons tous morts», l'avenir des sociétés d'abondance le préoccupe aussi. Il envisage ainsi l'hypothèse d'une diminution du temps de travail quand la croissance de la productivité aura fait son œuvre, et s'interroge sur le bouleversement que cela ne manquera pas de susciter sur le plan des valeurs sociales dominantes : «comment, se demande Keynes (1930:136), employer la liberté arrachée aux contraintes économiques ? Comment occuper les loisirs que la science et les intérêts composés auront conquis pour lui, de manière agréable, sage et bonne ?» Ces réflexions sur l'évolution à long terme des valeurs et sur l'émergence d'une société post-matérialiste font écho à certaines analyses contemporaines portant sur la définition d'une éthique de la durabilité. Ajoutons à cela que la démonstration que fait Keynes, qu'une certaine équité sociale va nécessairement de pair avec l'efficacité économique du système capitaliste, entre en résonance avec l'idée qu'un développement durable doit concilier des objectifs économiques et sociaux, que l'on a généralement tendance à opposer. Cette exigence n'est d'ailleurs pas étrangère à la longue période de croissance que vont connaître les pays occidentaux et que l'on a pris l'habitude de désigner comme les « trente glorieuses ». En lien avec ces analyses de la croissance économique, la période de l'après seconde guerre mondiale voit aussi se dessiner une autre problématique : celle du développement économique.

1.2. Le développement en question

Plongeant ses racines dans des écrits philosophiques et économiques des périodes précédentes, le paradigme du développement, rappelle Gilbert Rist (1996:70), va trouver une sorte d'achèvement au XIXe siècle avec l'avènement de l'évolutionnisme. Le développement des économies occidentales va alors apparaître - y compris chez des penseurs critiques - comme une sorte de fait naturel. Ainsi, pour Marx et Engels, le capitalisme est-il un passage obligé pour atteindre le communisme. Il faudra attendre la controverse entre marxistes et populistes russes à partir des années 1870 et, à la fin de la vie de Marx, la réhabilitation par celui-ci des possibilités de progrès de certaines structures économiques pré-capitalistes, pour que les penseurs socialistes envisagent sérieusement un choix entre plusieurs modes de production et voies de développement⁴. On retrouvera ces discussions quand s'élaboreront des

⁴ Sur le populisme, cf. D. Hémerly (1988). Pour une présentation des liens entre le développement durable et un courant écologiste «néo-populiste», voir J. Martinez-Alier (1987:234).

stratégies de développement adaptées aux économies paysannes du Tiers Monde; un domaine, via la théorie de l'écodéveloppement, sur lequel nous reviendrons plus loin, qui est aussi une des sources de la notion de développement durable. Avant cela, il va falloir du temps pour que le développement passe d'un sens «passif» (quelque chose qui advient) à un sens «actif» (quelque chose qu'il faut provoquer), ouvrant un débat sur la politique la mieux à même de favoriser celui-ci. Si les économistes néoclassiques et keynésiens réduisent souvent les problèmes du développement à l'étude de la croissance et des imperfections du marché à une échelle nationale ou internationale, d'autres auteurs vont s'attacher à comprendre les spécificités du «non développement» que connaissent certaines régions du monde. D'où les efforts répétés de la part de ces hétérodoxes pour définir ce que pourrait être un autre développement.

Le développement : une norme implicite

La notion de développement, telle que l'entendent les économistes, est fortement influencée par les sciences du vivant. Il s'agit de la transposition analogique à la société humaine de la marche vers la maturité d'un organisme biologique, de l'embryon à l'âge adulte, selon une ou des lois naturelles⁵. Dans le domaine social, cette norme est représentée par la révolution industrielle anglaise et, plus largement, par l'évolution des sociétés occidentales. Utilisée sans précaution particulière, la notion de développement devient ainsi une simple figure de l'évolutionnisme social et acquiert un caractère naturel et obligatoire. C'est ainsi qu'il faut comprendre l'apparition de l'expression «sous-développement» dans un discours de Harry Truman en janvier 1949. Cette «innovation terminologique», note Gilbert Rist (1996:123), permet de placer les différentes sociétés dans «une continuité substantielle» : certains pays sont en avance, d'autres sont en retard, mais tous sont sur la voie du développement. Le livre de Walt Rostow (1960) est parfaitement représentatif de cette vision qui veut que le développement économique (take off) intervienne à partir d'un certain stade de l'histoire des sociétés. Elles connaissent ensuite une croissance auto-entretenue, une «croissance durable» (self-sustaining growth), écrit Rostow (1960:19), qui devient «la fonction normale de l'économie». Cette idée est encore celle qui inspire la théorie économique dominante. Si Wilfred Beckerman (1994) laisse entendre que le terme de durabilité est analytiquement inutile, c'est parce qu'il pense que la problématique de la croissance, telle qu'elle est conçue par ses disciples néoclassiques, se suffit à elle-même. Elle est supposée avoir un rôle automatiquement redistributif : lorsque le niveau de production s'accroît, le niveau de vie moyen s'améliore, la question des inégalités de revenu devient moins criante. Ces richesses nouvellement créées permettent aussi de financer la protection de l'environnement. D'autres auteurs

⁵ Sur cette métaphore organiciste du développement, voir G. Rist (1996:50).

insistent au contraire sur la distinction à faire entre la croissance et le développement.

Les particularités du développement

La désintégration des empires coloniaux et la nécessité de reconstruire les économies européennes dévastées par la seconde guerre mondiale vont mettre à l'ordre du jour les problèmes de développement. C'est dans un contexte de crise de l'orthodoxie libérale et d'essor de la «révolution keynésienne», à une époque où la planification soviétique peut apparaître comme un modèle à suivre, que le champ analytique particulier de l'économie du développement va peu à peu se constituer. Cet ensemble de travaux, hétérodoxes pour la plupart, va s'attacher à définir la spécificité de ce domaine d'étude vis-à-vis des théories économiques standards.

Une première idée forte mise en avant par ces analyses veut que, conformément à ce que les biologistes enseignent depuis longtemps, le développement ne se réduise pas à la croissance. Déjà en son temps, Joseph Schumpeter (1912) avait réfléchi sur la distinction à opérer entre les changements quantitatifs et qualitatifs que connaissent les économies modernes, que résume sa phrase célèbre : «Additionnez autant de diligences que vous voulez, vous n'obtiendrez jamais une locomotive». La croissance est définie comme un changement quantitatif tandis que le développement l'est par un changement qualitatif. La croissance est généralement appréhendée par une augmentation du produit économique global, soit en montant absolu, soit en part relative (PNB par habitant, par exemple). Le développement, selon la définition qu'en donne François Perroux (1974:191), un auteur qui a particulièrement insisté sur cette distinction, «est la combinaison des changements mentaux et sociaux d'une population qui la rendent apte à faire croître, cumulativement et durablement, son produit réel global» Si ces deux phénomènes diffèrent, ils peuvent très bien ne pas être liés. On peut observer une croissance économique sans qu'elle engendre de réel développement de la société concernée. Le développement – le terme prenant désormais un sens transitif - n'est donc pas automatique. Loin d'être simplement « en retard » vis-à-vis des pays riches, la situation des pays du Tiers Monde, produit d'une histoire particulière qui s'est imposée à eux avec violence, est désormais perçue comme originale.

Une deuxième idée forte consiste à cerner les caractéristiques structurelles de ces économies qualifiées de «sous-développées». Pour résumer à grands traits les propositions qui sont faites, on dira que ces économies sont dualistes, dépendantes et extraverties. Le dualisme décrit la dichotomie existant entre un secteur «traditionnel», caractérisé par un excédent structurel de main-d'œuvre, et un secteur «moderne», industrialisé et exportateur. Compte tenu du poids de

ce dernier, le modèle d'accumulation de ces économies est extraverti, dépendant très largement des débouchés extérieurs, de l'évolution des prix mondiaux et des décisions des firmes multinationales.

Ces analyses, qui appréhendent le développement et le non développement comme les deux faces de la dynamique capitaliste, se radicalisent au cours des années 60. On observe alors un renouveau des travaux sur l'impérialisme qui mettent en avant le thème de l'échange inégal (Amin, 1971). Pour sortir de la dépendance, les auteurs préconisent des stratégies de rupture avec le commerce international – des propositions que l'on retrouve aujourd'hui en matière de développement durable chez certains théoriciens de l'Ecological Economics⁶. Le développement doit être autonome, endogène, autocentré. Il s'agit de définir des seuils d'ouverture vers l'extérieur sur la base de l'appréciation des besoins internes prioritaires, le niveau des exportations se définissant en fonction du niveau des importations jugées indispensables. L'accent est mis aussi sur l'industrialisation planifiée, sur les «industries industrialisantes», pour parler comme Gérard de Bernis (1966), qui poursuit les travaux de François Perroux sur les «pôles de développement». Mais, dans le même temps, des écrits paraissent pour critiquer l'impact environnemental de la société industrielle.

2. CROISSANCE ET ENVIRONNEMENT

Le débat sur la croissance économique prend une nouvelle tournure à partir du début des années 70. La publication du premier rapport remis au Club de Rome⁷ a un retentissement extraordinaire. Ce «livre des limites», pour reprendre l'expression d'Armand Petitjean (1974), va faire couler beaucoup d'encre. Ceux qui entendent que l'on reconnaisse la finitude du monde sont confortés par cette étude - et la crise pétrolière qui survient un an plus tard semble aussi aller dans ce sens - tandis que d'autres, comme Hugh Cole et al. (1973), y voient l'expression d'un «néo-malthusianisme» ignorant des possibilités techniques et de la vertu des régulations marchandes. L'important réside dans la réouverture du débat sur la croissance. A cette époque, nombre d'écrits puisant leur inspiration dans l'écologie, tant politique que scientifique, y participent et, par là même, œuvrent à la construction de la question de l'environnement. Si cette littérature met essentiellement l'accent sur le conflit opposant les logiques économique et écologique, il est aussi possible d'y repérer des analyses et des

⁶ Voir l'ouvrage édité par M. Damian et J.-C. Graz (2001) et tout particulièrement le chapitre rédigé par M. Cabeza-Gutés et J. Martinez-Alier traitant de «l'échange écologiquement inégal»

⁷ Celui-ci a été créé en avril 1968 à l'initiative de l'industriel italien A. Peccei (1981). Voir l'enquête de J. Delaunay dans l'édition française de D. Meadows *et al.* (1972). Pour un point de vue critique, voir le livre de Ph. Braillard (1982).

modèles qui, au croisement de ces deux disciplines, ouvrent peut-être la voie à leur possible conciliation.

2.1. Les limites de la croissance

Afin de cerner les limites matérielles s'opposant à la croissance mondiale, le rapport Meadows (1972) s'appuie sur les résultats d'une simulation par ordinateur d'un modèle du monde, construit par le Groupe d'étude de dynamique des systèmes du MIT, à partir de cinq paramètres (population, production alimentaire, industrialisation, pollution et utilisation des ressources naturelles non renouvelables). Des boucles d'amplification font que les dynamiques de ces phénomènes se renforcent et aboutissent à un cercle vicieux : une population croissante d'individus, qui consomment et polluent de plus en plus dans un monde fini, engendre nécessairement une crise environnementale. Quel que soit le scénario, la croissance exponentielle aboutit à un effondrement du système mondial. Cette conclusion, espèrent Meadows et al. (1972:293-294), doit créer un sursaut : «Nous avons la conviction, écrivent-ils, que la prise de conscience des limites matérielles de l'environnement mondial et des conséquences tragiques d'une exploitation irraisonnée des ressources terrestres est indispensable à l'émergence de nouveaux modes de pensée qui conduiront à une révision fondamentale, à la fois du comportement des hommes, et, par suite, de la structure de la société actuelle dans son ensemble» Afin de nourrir le débat, la thèse de l'état stationnaire se voit offrir une nouvelle jeunesse. D'une façon similaire à ce qu'écrivait John Stuart Mill, Meadows et al. (1972:279) notent : «La population et le capital sont les seules grandeurs qui doivent rester constantes dans un monde en équilibre. Toutes les activités humaines qui n'entraînent pas une consommation déraisonnable de matériaux irremplaçables ou qui ne dégradent pas d'une manière irréversible l'environnement, pourraient se développer indéfiniment. En particulier, ces activités que beaucoup considèrent comme les plus souhaitables et les plus satisfaisantes : éducation, art, religion, recherche fondamentale, sports, et relations humaines, pourraient devenir florissantes» La différence vis-à-vis de l'analyse de Mill réside dans le caractère désormais volontariste de la politique à mener, typique d'une pensée active du développement. La stabilité du système global impose des niveaux de population et d'investissement constants; un décalage d'une quinzaine d'années entre les mouvements de stabilisation de ces deux grandeurs doit permettre d'améliorer le niveau de vie matérielle à l'échelle du globe. Ce point de vue sera affiné par le deuxième rapport remis au Club de Rome, commandé à Mihajlo Mesarovic et Eduard Pestel (1974), qui opère une distinction entre croissance quantitative «indifférenciée» et «croissance organique» et qualitative, qui deviendra celle faite entre croissance limitée et développement durable chez Meadows et al. (1992:XIX), dans un livre, publié vingt ans après leur rapport, qui en réaffirme les grandes lignes. Au-delà du

slogan de la «croissance zéro» qui a beaucoup marqué les esprits, c'est plutôt l'idée d'une redistribution des richesses au niveau mondial qui est proposée par le Club de Rome. Pour ce faire, la croissance doit se poursuivre dans les pays du Sud, au moins pendant un certain temps, tandis qu'elle doit s'arrêter dans les pays du Nord. Cette thèse, très débattue, y compris au sein du Club de Rome, fait écho aux propositions d'économistes hétérodoxes inspirés, entre autres, par les enseignements de la thermodynamique, comme Nicholas Georgescu-Roegen (1971, 1978) ou Herman Daly (1974, 1990). Le premier esquisse un «programme bio-économique minimal» qui permettra une décroissance. Le second conçoit le développement durable comme l'atteinte d'un état stationnaire et s'interroge sur la définition d'une taille optimale de l'économie considérée dans son ensemble relativement au système englobant que représente l'environnement.

Pour répondre à ces propositions, les économistes néoclassiques, comme Robert Solow (1974) et Joseph Stiglitz (1974), mènent des travaux portant sur la détermination de sentiers de croissance économique optimale en présence de ressources naturelles épuisables. Même si le terme de durabilité n'y figure pas, ceux-ci fournissent la base des modèles néoclassiques qui sont développés aujourd'hui dans cet esprit⁸. La durabilité est traduite en termes de non décroissance dans le temps du revenu ou du niveau individuel d'utilité ou de consommation. Pour atteindre cet objectif, il importe que, moyennant un taux d'épargne global suffisamment élevé, le stock de capital, dont la composition peut changer, reste intact d'une période à l'autre, permettant la production d'un flux constant de richesse. Cette version dite «faible» de la durabilité rejoint la conception de l'économie politique classique. La règle de Hartwick (1977) stipule que les rentes procurées par l'exploitation des ressources épuisables, qui proviennent de la différence existant entre la productivité de cette ressource lorsqu'elle est employée dans le processus de production et son coût d'extraction, doivent être investies dans du capital technique. Il y a donc une hypothèse forte dans ces modèles qui touche à l'innovation technique, laquelle doit permettre la substitution entre les différents facteurs de production⁹. Dans la controverse qui entourait les travaux du Club de Rome comme dans celle qui accompagne aujourd'hui le développement durable, la question des possibilités réelles de la technique est centrale.

⁸ Ces travaux, écrivent M. Toman *et al.* (1995:34), «reposent sur des extensions du modèle de base de croissance à un seul secteur dans lequel la ressource épuisable sert aussi d'input à la production (en même temps que le travail et les services du capital) (...) Ces modèles appartiennent à la catégorie des modèles à agent représentatif, dans lequel un planificateur central cherche à maximiser la valeur actuelle d'une fonction d'utilité dont l'argument est la consommation par tête»

⁹ A la suite de W. Nordhaus (1973), les néoclassiques font l'hypothèse de l'existence d'une solution technique à l'épuisement d'une ressource naturelle. L'augmentation du prix de cette ressource, à mesure qu'elle se raréfie, ainsi que le stipule la loi de l'offre et de la demande, amène la rentabilité et la mise sur le marché de cette «technologie de rechange».

2.2. Conserver ou préserver la nature ?

La notion de développement durable s'enracine aussi dans des conceptions écologiques. La première occurrence de cette expression apparaît dans la Stratégie mondiale de la conservation, un programme élaboré par l'Union internationale pour la conservation de la nature avec la collaboration du PNUE, de la FAO, de l'UNESCO et du WWF. Ce document cherche à concilier les objectifs, longtemps jugés incompatibles, de développement des sociétés humaines et de conservation de la nature. «La conservation, explique ainsi l'UICN (1980), est définie ici comme la gestion de l'utilisation par l'homme de la biosphère de manière que les générations actuelles tirent le maximum d'avantages des ressources vivantes tout en assurant leur pérennité pour pouvoir satisfaire aux besoins et aux aspirations des générations futures» Ce programme vise à assurer la préservation des principales ressources naturelles indispensables à l'humanité, à maintenir les systèmes et processus écologiques entretenant la vie, à préserver la diversité biologique dont dépendent la plupart de ces processus et systèmes et, enfin, à veiller à l'utilisation durable des écosystèmes et des espèces dont sont tributaires aussi bien les communautés rurales que les grandes industries. La stratégie de l'UICN repose, d'une part, sur l'exploitation des opportunités offertes par les innovations industrielles (biotechnologies, notamment) et, d'autre part, sur une éthique particulière qui veut que la nature soit protégée pour elle-même, indépendamment des ressources qu'elle peut fournir. La Stratégie mondiale de la conservation a joué un rôle de premier plan dans la préparation de la Conférence de Rio – l'UICN ayant publié entre-temps une nouvelle version de ce texte¹⁰ - et dans la rédaction de la Convention sur la diversité biologique.

Cette idée d'un rapprochement entre la protection de la nature et le développement économique a des racines lointaines dans le mouvement conservateur nord-américain, qui connût ses heures de gloire au tournant des XIXe et XXe siècles. En 1909, lors d'une déclaration faite devant le Sénat américain, Théodore Roosevelt, qui fut un sympathisant de cette cause, pose clairement la question de la poursuite du développement à long terme : «avec la croissance constante de la population et l'augmentation encore plus rapide de la consommation, notre peuple aura besoin de plus grandes quantités de ressources naturelles [...] Si nous, de cette génération, détruisons les ressources qui seront nécessaires à nos enfants, si nous réduisons la capacité de notre terre à soutenir une population, nous diminuons le niveau de vie, nous enlevons même le droit à la vie des générations futures sur ce continent¹¹» En réponse à

¹⁰ «Le monde a besoin de sociétés durables, écrit l'UICN (1991:8), mais ce but ne peut être efficacement poursuivi que dans le respect de la diversité. » Il est précisé plus loin que les « pays à revenu faible » doivent renforcer leur croissance économique, tandis que les « pays à revenu élevé » doivent ajuster leur développement à des exigences de durabilité.

¹¹ Cité par M. Girard (1994:44).

cette inquiétude, les arguments invoqués pour protéger l'environnement sont de deux ordres. D'un côté, à la suite de Gifford Pinchot, on trouve les partisans de la «conservation» qui en appellent à une exploitation raisonnable de l'environnement, avec constitution de réserves naturelles pour permettre à terme de produire davantage. D'un autre côté, suivant en cela John Muir, on trouve les partisans de la «préservation» qui s'indignent de cette façon de concevoir l'environnement comme un simple réservoir de ressources. Ceux-ci mettent en avant une autre vision de la nature : la wilderness, la nature «sauvage», dans laquelle le pionnier qu'est le citoyen nord-américain peut venir se ressourcer et se régénérer. Ces débats se poursuivirent jusqu'à la première guerre mondiale, notamment au sein des commissions nationales sur la conservation des ressources naturelles qui furent créées aux Etats-Unis et au Canada - dans lesquelles Michel Girard (1994) voit les ancêtres des commissions nationales pour le développement durable. La commission canadienne recommandait ainsi la réduction des gaspillages dans les activités d'extraction, de transformation et de consommation des ressources non renouvelables, le recyclage systématique de tous les sous-produits industriels connus, la gestion raisonnée des ressources renouvelables et la protection des espèces animales. Il faudra attendre le début des années 70 pour voir ces mesures faire à nouveau l'objet de préoccupations politiques.

2.3. Les enseignements de la bio-économie

Du fait de leur caractère potentiellement épuisable, la durabilité a toujours été un élément central de l'économie des ressources naturelles. Une interprétation aujourd'hui dominante du développement durable trouve ainsi son origine dans les modèles de gestion forestière, développés depuis le XIXe siècle, et de gestion des pêches, qui ont connu leur essor depuis les années 60. Dans ces domaines, la ressource biologique est une sorte de «capital naturel» dont la gestion écologique risque fort d'entrer en contradiction avec la gestion financière qui obéit à la logique de l'accumulation capitaliste. Cette tension oblige à définir des règles de gestion spécifiques, aussi bien en termes d'objectifs à atteindre que d'institutions les mieux à même de les faire respecter. Ainsi, l'intervention de l'Etat est bien souvent requise. Quant aux objectifs de gestion, encore aujourd'hui, l'un des principaux réside dans la détermination du «rendement durable maximum» (maximum sustained yield) de l'exploitation, autrement dit la production maximale pouvant être indéfiniment réalisée à partir du stock de la ressource naturelle considérée.

Ces réflexions sur la gestion des ressources naturelles, centrées sur des problématiques locales ou régionales, ont commencé à prendre un tour nouveau dans les années 80. Pour reprendre le titre d'un article de Jacques Grinevald (1987), qui fait écho à un ouvrage coordonné par C.W. Clark et R.E. Munn (1986) dans lequel on trouve les résultats d'un grand programme de

recherche sur le développement soutenable à visée prospective lancé en 1983 par l'IIASA, la question de la durabilité doit désormais être appréhendée à une échelle globale; ce qui oblige les scientifiques à penser «de développement de/dans la biosphère». La masse de connaissances acquises dans certains domaines des sciences de l'environnement est impressionnante, mais on est encore loin de pouvoir intégrer l'ensemble des processus physico-chimiques, biologiques et sociaux dans une approche interdisciplinaire. Colin Clark (1989) doit reconnaître que la réflexion en matière de gestion globale de l'ensemble des ressources naturelles de la planète n'en est encore qu'à ses débuts. Une «bio-économie globale» n'est pas encore à l'ordre du jour.

Faisant écho à cette problématique, Richard Norgaard (1985), une des figures de l'Ecological Economics, un courant de pensée qui se donne pour objectif de faire dialoguer économie et écologie, définit l'enjeu du développement durable en termes de «coévolution» des dynamiques sociales et naturelles. Mais, en l'état des connaissances, il est impossible de traduire cette idée en des termes plus opérationnels. C'est pourquoi Herman Daly (1990) propose, comme règles de prudence minimum, les principes suivants : 1) les taux d'épuisement des ressources naturelles renouvelables doivent être égaux à leurs taux de régénération; 2) les taux d'émission des déchets doivent être égaux aux capacités d'assimilation et de recyclage des écosystèmes dans lesquels ces déchets sont rejetés; 3) l'exploitation des ressources non renouvelables doit se faire à un taux égal à celui de la substitution par des ressources renouvelables. La conception de la «durabilité forte» qu'entendent ainsi mettre en avant les tenants de l'Ecological Economics s'inscrit aussi dans les pas des analyses conservationnistes, qui soulignaient la spécificité des ressources naturelles résidant dans le fait qu'elles sont essentielles à la société industrielle, épuisables et très difficiles, voire impossibles, à remplacer de manière satisfaisante par d'autres types de ressources. Les «économistes écologiques» contemporains, quant à eux, mettent l'accent sur la complémentarité existant entre les différentes formes de capital et, dès lors, sur la nécessité de conserver un stock minimal de «capital naturel» pour que la biosphère puisse continuer à évoluer en interaction avec les sociétés humaines, en assurant certaines fonctions vitales pour ces dernières. La question étant dès lors de définir le contenu de ce « capital naturel »...

3. ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT

Les années 70 sont déclarées «deuxième décennie du développement» par l'Assemblée générale de l'ONU. En juin 1971 se tient le séminaire de Founex qui, pour la première fois au sein d'un organisme international, examine les rapports entre le développement et l'environnement. Les analyses de la trentaine d'experts et de responsables politiques des pays du Nord et du Sud,

réunis à cette occasion, s'opposent vivement. Pour essayer de concilier ces points de vue, Maurice Strong¹², secrétaire général de la Conférence sur l'environnement de l'homme qui se déroule à Stockholm du 5 au 16 juin 1972, lance le terme d'écodéveloppement. Celui-ci va être repris et approfondi au symposium PNUE/CNUCED consacré aux modes de développement et à l'utilisation des ressources naturelles, qui se tient à Coyococ au Mexique en 1974. Dans cette perspective, d'autres manifestations et publications - dont le Rapport Dag Hammarskjöld¹³ - tentent de remettre en cause certains dogmes économiques. Mais peu à peu, la notion d'écodéveloppement va être écartée du vocabulaire onusien et remplacée par celle de sustainable development, jugée plus «politiquement correcte¹⁴». Dans une ambiance intellectuelle marquée par le retour en force des thèses libérales et par la réaffirmation du primat de la croissance économique, elle va connaître une grande publicité avec la parution du Rapport Brundtland en 1987 et la tenue du Sommet de la Terre de Rio de Janeiro en 1992. Dix ans après, avec le Sommet de Johannesburg, l'expression est sur toutes les lèvres.

L'écodéveloppement

Selon Ignacy Sachs (1980:62), l'écodéveloppement est un outil heuristique pour praticiens et décideurs et une philosophie du développement qui plonge ses racines dans les analyses des économies rurales du Tiers Monde menées en termes de dépendance et de développement autocentré. Le problème du développement est cependant global puisque, de leur côté, les pays industrialisés souffrent d'un «maldéveloppement» caractérisé par de fortes inégalités sociales et régionales et par le gaspillage d'une partie importante des richesses produites. «Le paradoxe du monde où nous vivons, écrit I. Sachs (1980:22), c'est donc que la maldistribution des richesses provoque simultanément le gaspillage sur les deux pôles de la société. Les riches surconsomment et drainent de cette façon la grande majorité des ressources disponibles (...) Les pauvres sous-consomment et, acculés par leur misère, ils surutilisent les rares ressources auxquelles ils ont accès».

¹² Cf. l'autobiographie de M. Strong (2001) dans laquelle il revient sur ces conférences.

¹³ Une des grandes nouveautés de ce rapport publié en 1975, écrit G. Rist (1996:253-254), est d'affirmer que «la primauté de l'économique ne peut plus être défendue» Suivent alors «cinq propositions pour combattre les excès de la société de consommation : plafonnement de la consommation de viande et de pétrole, utilisation plus économique des bâtiments, accroissement de la durée de vie des biens de consommation, suppression des voitures individuelles (remplacées par des transports collectifs et la multiplication des véhicules mis en location). Pour les auteurs du rapport, il ne s'agit nullement de mesures d'austérité, mais de moyens simples qui permettraient d'améliorer la qualité de vie tout en favorisant des relations plus équitables avec les pays du Sud»

¹⁴ Selon I. Sachs (1994:261), Henry Kissinger aurait réagi à la résolution de Coyococ, «le document le plus radical qui ait jamais été fait au sein des Nations unies, puisqu'il parle du sous-développement et du sur-développement»

Pour autant, Ignacy Sachs refuse l'irréconciliabilité des logiques écologique et économique. Si, d'un côté, l'écodéveloppement s'oppose à l'économisme abusif et étroit qui détruit la nature, de l'autre, compte tenu des disparités sociales et matérielles qui perdurent entre pays et à l'intérieur des pays, il ne fait pas sien le diagnostic du Club de Rome. «Le conflit de plus en plus dramatique entre croissance et état de nature, écrit encore I. Sachs (1980:12), peut se résoudre autrement que par l'arrêt de la croissance. L'enjeu, c'est de trouver des modalités et des usages de la croissance qui rendent compatibles le progrès social et la gestion saine des ressources et du milieu»

L'objectif de durabilité que se fixe l'écodéveloppement doit être atteint grâce à la prise en compte de trois dimensions essentielles :

- la prise en charge équitable des besoins matériels et immatériels de tous les hommes et de chaque homme, à commencer par celui de se réaliser à travers une existence qui ait un sens et soit un projet; ce qui suppose une solidarité diachronique avec les générations futures et une solidarité synchronique avec la génération présente;
- la prudence écologique, c'est-à-dire la recherche d'un développement en harmonie avec la nature;
- l'autonomie des décisions et la recherche de modèles endogènes propres à chaque contexte historique, culturel et écologique. Les populations doivent définir leurs besoins de manière autonome. Il leur faut explorer des « styles de vie » compatibles avec le contexte culturel, institutionnel et écologique qui est le leur. Cela suppose la mise en place de stratégies de transition, qui devraient s'étaler sur trois ou quatre décennies, en tentant d'agir à la fois sur la demande et sur l'offre de biens et de services.

La mise en cohérence de ces exigences doit être assurée par une «planification participative», permettant un rééquilibrage des pouvoirs entre le marché, l'Etat et la société civile, au profit de cette dernière. Ce planificateur, écrit Olivier Godard (1998:224), «apparaît davantage comme un animateur, un fédérateur, un négociateur, un innovateur qu'un décideur s'appuyant sur les modèles des experts et sur les résultats de leurs calculs économiques» Un rôle tout particulier dans cette dynamique est dévolu à la technique, laquelle doit être «adaptée» et sélectionnée aussi bien à partir des savoirs et savoir-faire locaux que des connaissances occidentales les plus sophistiquées. Le pluralisme technique est donc de mise.

Le développement durable

En 1983, l'Assemblée générale de l'ONU décide la création de la Commission mondiale pour l'environnement et le développement (CMED), présidée par Gro Harlem Brundtland. Son mandat est triple : faire le point sur les problèmes

d'environnement et de développement et formuler des propositions pour une action novatrice, concrète et réaliste; proposer de nouvelles modalités de coopération internationale susceptibles de provoquer les changements souhaités; viser à la prise de conscience et à la mobilisation de l'ensemble des acteurs.

Le diagnostic établi reprend des éléments bien connus. Certains modes de développement dégradent l'environnement et, inversement, un environnement dégradé constitue un obstacle aux possibilités de développement. Il faut donc chercher à intégrer et harmoniser ces deux problématiques. Le développement durable est présenté comme la solution pour faire face à cette crise globale. «Le développement soutenable, écrit la CMED (1987:10-11), n'est pas un état d'équilibre, mais plutôt un processus de changement dans lequel l'exploitation des ressources, le choix des investissements, l'orientation du développement technique ainsi que le changement institutionnel sont déterminés en fonction des besoins tant actuels qu'à venir» Dès lors, quelle stratégie mettre en œuvre ? Comme il est habituel dans ce genre de rapport, chacun peut y trouver un peu ce qu'il veut. Le premier objectif prioritaire fixé par le rapport Brundtland (1987:58) est la reprise et l'instauration d'une «nouvelle ère de croissance économique». Un chiffre annuel de 5 à 6% est proposé pour les «pays en développement», et de 3 à 4% pour les «pays industrialisés». Le deuxième objectif réside dans la modification du contenu de cette croissance. Autrement dit, il faut promouvoir des activités et des techniques plus respectueuses de l'environnement, notamment celles qui requièrent de moins fortes intensités de matières premières et d'énergie. Il s'agit, comme l'écrit la CMED (1987:19), de «produire plus avec moins»; ce qui ne diffère pas beaucoup de la logique économique habituelle. Cela n'empêche pas la CMED de prôner, par ailleurs, une conception «élargie» du développement. Il est ainsi rappelé que le développement ne se limite pas à la croissance et que chaque pays doit s'efforcer de trouver sa propre voie. Les systèmes sociaux, économiques et écologiques varient beaucoup d'un pays à l'autre, il n'existe pas de modèle idéal de développement durable. La CMED (1987:69) recommande tout de même que les «pays en développement» maîtrisent leur démographie et adoptent d'autres modes de consommation que ceux en vigueur dans les pays industrialisés. Le chapitre consacré aux objectifs de préservation et de mise en valeur des ressources naturelles fait écho aux thèses des protecteurs de la nature. D'un côté, il importe que les ressources naturelles soient utilisées de manière optimale et, dans cette optique, il est notamment fait référence à la bioéconomie. D'un autre côté, note le rapport Brundtland (1987:67), les espèces animales et végétales ne doivent pas être uniquement préservées pour des questions de développement. Il y va aussi d'une «obligation morale» de l'humanité à l'égard des êtres vivants et des générations futures. Enfin, les considérations environnementales doivent être intégrées dans les choix techniques et, de manière générale, dans toutes les décisions. Cela passe notamment par un certain nombre de réformes institutionnelles et juridiques :

renforcement des agences internationales chargées de la protection de l'environnement et de la gestion des ressources (PNUE, Banque mondiale, notamment); participation plus grande du public, des ONG, de la communauté scientifique et des industriels aux prises de décision; coopération plus large au niveau international, etc.

Suggérée par les rédacteurs du rapport Brundtland, la Conférence des Nations unies pour l'environnement et le développement se tint à Rio de Janeiro du 3 au 14 juin 1992, presque vingt ans, jour pour jour, après la tenue de la Conférence de Stockholm. Il n'est pas inintéressant de comparer les deux textes rédigés au terme de ces deux réunions. La Déclaration de Rio réaffirme celle de Stockholm et entend lui donner de nouveaux prolongements. Déjà présente dans la Déclaration de Stockholm, l'idée du rapprochement de la problématique du développement de celle de l'environnement figure de manière centrale dans celle de Rio. La question démographique y apparaît moins préoccupante et les références à la «nature» et à l'épuisement des ressources renouvelables ont presque disparu. En revanche, on assiste à une montée en puissance de la société civile, des ONG notamment. Autres acteurs ayant fait leur entrée en force sur cette scène internationale, les représentants du monde des entreprises, dont le rapport Brundtland attend beaucoup. Ainsi qu'en témoigne l'ouvrage coordonné par Stephan Schmeideny (1992), qui fut l'un des principaux conseillers de Maurice Strong lors de la préparation du Sommet de Rio pour les questions touchant à l'industrie, les entreprises font désormais entendre leurs voix, en donnant leur propre vision du développement durable et en faisant un certain nombre de propositions censées aller dans ce sens¹⁵. Il est ainsi de plus en plus question d'écologie industrielle (Frosch, Gallopoulos, 1989). Parallèlement à cette évolution, la référence à la planification, qui figurait dans la Déclaration de Stockholm, a disparu. L'heure est plutôt désormais au respect du principe de précaution et au jeu de la régulation marchande, ainsi que cela est envisagé dans le cadre de la Convention sur le changement climatique avec l'instauration d'un marché de permis de droits à polluer ou, dans le cadre de la Convention sur la diversité biologique, avec le développement d'un commerce international de gènes. A côté de la Déclaration de Rio, la Conférence a permis en effet la signature de ces deux conventions et de deux déclarations non contraignantes portant sur les forêts et sur la désertification. L'Agenda 21, volumineux document (40 chapitres, 800 pages), établit un programme d'actions à entreprendre pour atteindre les objectifs définis dans la Déclaration et les deux Conventions. L'ampleur des questions abordées (pauvreté, gestion des différentes ressources, aménagement de l'espace, équité dans la distribution des richesses, participation des minorités aux processus de décision, pour n'en citer que quelques-unes) est impressionnante.

¹⁵ «Le fonctionnement d'un système de marchés libres et concurrentiels, écrit S. Schmeideny (1992 :37), où les prix intègrent les coûts de l'environnement aux autres composantes économiques, constitue le fondement d'un développement durable»

Vingt ans plus tard, les problèmes sont toujours là et le développement durable est plus que jamais à l'ordre du jour. Les débats qui se sont tenus à l'occasion du Sommet de Johannesburg, entre le 26 août et le 5 septembre 2002, n'incitent pas à l'enthousiasme. Malgré l'accent mis sur la pauvreté, la faiblesse des engagements des Etats en matière d'environnement et de développement est patente (Aubertin, 2002). Il est vrai que, depuis quelques années, les crises financières et les problèmes de sécurité internationale retiennent davantage l'attention des gouvernements.

CONCLUSION

Prenant place dans l'histoire de la rhétorique du développement portée par les grands organismes internationaux, l'expression «développement durable» a été forgée, à partir des années 1980, pour qualifier la «troisième décennie du développement». Ce baptême a été amplement couronné de succès puisque, à la suite de la parution du Rapport Brundtland et de la tenue des Sommets de Rio et de Johannesburg, ce terme est largement repris et commenté par les théoriciens et les praticiens, les acteurs et les groupes d'intérêt engagés dans les questions d'environnement et de développement. Malgré son caractère récent, cette problématique du développement durable s'inscrit dans des traditions de pensée qui plongent loin leurs racines et dépassent largement le cadre des seules analyses et politiques menées par ces grandes institutions internationales. L'interrogation sur l'avenir des sociétés capitalistes, et sur l'équité qui y règne et qu'elles transmettent, n'est pas nouvelle. La question de fond qui est soulevée est celle de la promesse qu'apporte ou non la dynamique économique qui emmène les sociétés - occidentales d'abord et, à leur suite, toutes les autres - depuis maintenant quelques siècles. Par l'entremise du développement durable, deux interrogations se trouvent ainsi reposées : quels sont les liens existants entre la croissance et le développement économiques ? Quelles relations les économies qui croissent et/ou se développent tissent-elles avec leur environnement naturel ? Selon la définition donnée à ces éléments et le type de causalité établi entre ceux-ci, le contenu donné à la notion de développement durable diffère grandement. D'un côté, la problématique du développement durable renouvelle ce que Gérard Berthoud (1995) appelle le « grand récit de l'amélioration » de l'économie capitaliste. De l'autre, la « durabilité » peut être vue comme une insurmontable contradiction du capitalisme. Face à une telle plasticité - pour ne pas dire ambivalence -, on comprend que cette notion fasse l'objet d'amples discussions et puisse être mobilisée de diverses manières par des acteurs qui, selon leurs intérêts et leur stratégie, appuieront sur telle ou telle question et mettront l'accent sur telle ou telle de ses significations.

BIBLIOGRAPHIE

- ABDELMALKI L., MUNDLER P. (1997) *Economie de l'environnement*, Paris, Hachette.
- AMIN S. (1971) *L'échange inégal et la loi de la valeur*, nle éd., Paris, Anthropos/Economica, 1988.
- AUBERTIN C. (2002) «Le Sommet de Johannesburg : pauvreté contre environnement ?», *Natures, Sciences, Sociétés*, 10, 3, 5.
- BECKERMAN W. (1994) «Sustainable Development : is it a useful Concept ?», *Environmental Values*, 3, 3, 191-209.
- BENSAÏD D. (1995) *Marx l'intempestif*, Paris, Fayard.
- BERNIS (DE) G. (1966) «Industries industrialisantes et contenu d'une politique d'intégration régionale», *Economie appliquée*, 3-4, 415-473.
- BERTHOUD G. (1995) « Que nous dit l'économie ? », in S. Latouche (éd.) *L'économie dévoilée*, Paris, Ed. Autrement, pp. 61-73.
- BRAILLARD Ph. (1982) *L'imposture du Club de Rome*, Paris, PUF.
- CLARK C.W. (1989) «La gestion de la planète», *Pour la science*, 145, 26-34.
- CLARK C.W., MUNN R.E. (eds) (1986) *Sustainable Development of the Biosphere*, Laxenburg-Cambridge, IIASA/Cambridge University Press.
- CMED (1987) *Notre avenir à tous*, trad. fse, Montréal, Ed. du Fleuve, 1989.
- COLE H., FREEMAN C., JAHODA M., PAVITT K. (éds) (1973) *L'anti-Malthus : une critique de «Halte à la croissance»*, trad. fse, Paris, Seuil, 1974.
- DALY H.E. (1974) «The Economics of the Steady State», *American Economic Review*, 64, 2, 15-21.
- DALY H.E. (1990) «Toward Operational Principles of Sustainable Development», *Ecological Economics*, 2, 1-6.
- DAMIAN M., GRAZ J.-C. (éds) (2001) *Commerce international et développement durable*, Paris, Economica.
- FROSCH R., GALLOPOULOS N. (1989) «Des stratégies industrielles viables», *Pour la science*, 145, 106-115.
- GEORGESCU-ROEGEN N. (1971) «La loi de l'entropie et le problème économique», trad. fse et rééd. in *La décroissance*, Paris, Sang de la terre, 1995, pp. 53-71.
- GEORGESCU-ROEGEN N. (1978) «De la science économique à la bioéconomie», *Revue d'économie politique*, 88, 3, 357-382.
- GIRARD M.F. (1994) *L'écologisme retrouvé. Essor et déclin de la Commission de la conservation du Canada*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa.
- GODARD O. (1994) «Le développement durable : paysage intellectuel», *Natures Sciences Sociétés*, 2, 4, 309-322.
- GODARD O. (1998) «L'écodéveloppement revisité», *Economies et Sociétés*, série F, n°36, 1, 213-229.
- GORZ A. (1988) *Métamorphoses du travail. Quête de sens*, Paris, Galilée.
- GRINEVALD J. (1987) «Le développement de/dans la biosphère», *Cahiers de l'IUED* n°17, pp. 29-44.
- HARTWICK J.M. (1977) «Intergenerational Equity and the Investing of Rents from Exhaustible Resources», *American Economic Review*, 77, 5, 972-974.

- HEMERY D. (1988) «Les visions du développement des sociétés non industrialisées : problématiques et modèles depuis l'époque du Capital jusqu'à la Seconde Guerre mondiale», in Coquery-Vidrovitch C. et al. (éds) *Pour une histoire du développement*, Paris, L'Harmattan, pp. 61-109.
- HICKS J.R. (1946) *Valeur et Capital*, trad. fse, Paris, Dunod, 1968.
- ILLICH I. (1973) *La convivialité*, trad. fse, Paris, Seuil.
- JEVONS W.S. (1865) *The Coal Question. An Inquiry concerning the Progress of the Nation, and the Probable Exhaustion of our Coal-Mines*, rééd. New-York, A. M. Kelley, 1965.
- KEYNES J.M. (1930) «Perspectives économiques pour nos petits enfants», in *Essais sur la monnaie et l'économie*, trad. fse, Paris, Payot, pp. 127-141.
- MALTHUS T.R. (1798) *Essai sur le principe de population*, trad. fse, Paris, INED, 1980.
- MARTINEZ-ALIER J. (1987) *Ecological Economics*, Oxford, Basil Blackwell.
- MARX K. (1867) *Le capital*, trad. fse, Paris, Gallimard, 1965, pp. 534-1407.
- MEADOWS D.H., MEADOWS D.L., JÖRGEN R., BEHRENS III W.W. (1972) *Halte à la croissance ?*, trad. fse, Paris, Fayard, 1972.
- MEADOWS D.H., MEADOWS D.L., JÖRGEN R. (1992) *Beyond the Limits. Global Collapse or a Sustainable Future*, London, Earthscan.
- MESAROVIC M., PESTEL E. (1974) *Stratégie pour demain*, trad. fse, Paris, Seuil, 1974.
- MILL J.S. (1848) *Principes d'économie politique*, trad. fse, Dalloz, 1953.
- NORDHAUS W.D. (1973) «The Allocation of Energy Resources», *Brookings Papers on Economic Activity*, 3, 529-576.
- NORDHAUS W.D. (1994) «Reflections on the Concept of Sustainable Economic Growth», in L. Pasinetti, R. Solow (eds) *Economics Growth and the Structure of Long-Term Development*, London, Macmillan, pp. 309-325.
- NORGAARD R. (1985) «Environmental Economics. An Evolutionary Critique and a Plea for Pluralism», *Journal of Environmental and Economic Management*, 12, 382-393.
- O'CONNOR J. (1992) «La seconde contradiction du capitalisme : causes et conséquences», *Actuel Marx*, n°12, pp. 30-40.
- O'CONNOR M. (1995) «La réciprocité introuvable. L'utilitarisme de John Stuart Mill et la recherche d'une éthique de la durabilité», *Economie appliquée*, 48, 2, 271-304.
- PEARCE D., BARBIER E., MARKANDYA A. (1990) *Sustainable Development. Economics and Environment in the Third World*, London, Earthscan.
- PECCEI A. (1981) *100 pages pour l'avenir. Réflexions du Président du Club de Rome*, trad. fse, Paris, Economica.
- PERROUX F. (1974) *L'économie du XXe siècle*, nle éd., PUG, 1991.
- PETITJEAN A. (éd.) (1974) *Quelles limites : réponses de D. Meadows*, trad. fse, Paris, Seuil.
- PEZZEY J. (1989) «Economic Analysis of Sustainable Growth and Sustainable Development», *Environment Department Working Paper n°15*, World Bank, Washington DC
- RIST G. (1996) *Le développement. Histoire d'une croyance occidentale*, Paris, Presses de la FNSP
- ROSTOW W.W. (1960) *Les étapes de la croissance économique*, trad. fse, Paris, Seuil, 1963.
- SACHS I. (1980) *Stratégies de l'écodéveloppement*, Paris, Ed. Economie et Humanisme / Ed. Ouvrières.
- SACHS I. (1994) «Environnement, développement, marché : pour une économie anthropologique», entretien accordé à J. Weber, *Natures Sciences Sociétés*, 2, 3, 258-265.
- SCHMEIDENY S. (1992) *Changer de cap*, trad. fse, Paris, Dunod.

- SCHMIDT A. (1993) «Pour un matérialisme écologique», préface à *Le concept de nature chez Marx*, trad. fse, Paris, PUF, 1994.
- SCHUMPETER J. (1912) *The Theory of Economic Development*, Cambridge, Harvard University Press.
- SOLOW R. (1974) «Intergenerational Equity and Exhaustible Resources», *Review of Economic Studies*, 41, 29-45.
- STIGLITZ J. (1974) «Growth with Exhaustible Natural Resources : Efficient and Optimal Growth Paths», *Review of Economic Studies*, Symposium on the Economics of Exhaustible Resources, pp. 123-137.
- STRONG M. (2001) *Ainsi va le monde*, trad. fse, Montréal, Ed. Berger.
- TOMAN M.A., PEZZEY J., KRAUTKRAEMER J. (1995) «L'économie néo-classique face à la durabilité», *Economie appliquée*, 2, 25-57.
- UICN (1980) *Stratégie mondiale de la conservation*, UICN/PNUE/WWF, Gland, Suisse.
- UICN (1991) *Sauver la planète. Stratégie pour l'avenir de la vie*, UICN/PNUE/WWF, Gland, Suisse.
- VATIN F. (1998) *Economie politique et économie naturelle chez Antoine-Augustin Cournot*, Paris, PUF.
- VIVIEN F.-D. (2001) «Histoire d'un mot, histoire d'une idée : le développement durable à l'épreuve du temps», in M. Jollivet (éd.) *Le développement durable, de l'utopie au concept*, Paris, Elsevier, pp. 19-60.
